

Table de gestion intégrée des ressources et du territoire – Commune
Compte-rendu de la rencontre du 18 mars 2021
 En téléconférence

Liste des présences¹ :

Nom	Organisation	Secteur	Présence (X)
Jonathan Synnott	Association Coopérative Forestière de St-Elzéar	Forêt, BGA	X
Yves Briand	Conseil de l'Eau du Nord de la Gaspésie	Environnement	X
Julie Leblanc	Conseil de l'Eau Gaspésie Sud	Environnement	X
Mario Skelling	Damaboïs Division Cap-Chat	Forêt, BGA	X
Steve Leblanc	Groupe de scieries G.D.S. inc	Forêt, BGA	X
Mathieu Piché-Larocque	Groupe de scieries G.D.S. inc	Forêt, BGA	X
Sylvain Réhel	Groupement forestier Rocher-Percé	Travaux sylvicoles	X
Mathieu Coté	Parc national Forillon	Faune	X
François Godin	Produits forestiers Temrex, SEC	Forêt, BGA	X
Eugénie Arsenault	MRC de la Matanie	Municipal	X
Rémi Lesmerises	Société de gestion des rivières du grand Gaspé inc.	Faune	X
Pierre Poulin	Club des Ornithologues de la Gaspésie	Faune	X
Alain Poitras	Fédération Québécoise des Chasseurs et Pêcheurs (FEDECP) GIM	Faune	X
Samuel McInnis	Association des pêcheurs sportifs des rivières Cascapédia inc.	Faune	X
Guillaume Berger-Richard	Regroupement des MRC de la Gaspésie	Municipal	X
Ken Arsenault	PRAU Gesgepegiag	Autochtone	X
Alice Couturier	Conseil de l'Eau Gaspésie Sud	Environnement	X
Isabelle Cyr-Parent	MRC Rocher-Percé	Municipal	X
Scott Métallic	Mi'gmawei Mawiomi Secretariat	MMS	X
Michel Marin	Groupement forestier coopératif Shik-Shok	Travaux sylvicoles	X
Louis Laflamme	Société de restauration et de gestion de la Nouvelle	Faune	X
Charles-Philippe Laflamme	MRC Haute-Gaspésie	Municipal	X
Yves Briand	Réserve faunique de Port-Daniel	Faune	X
Claude Isabel	Parc National de la Gaspésie	Faune	X
Marc-Antoine Allard	Société Cascapédia	Faune	X
Camille Cyr	Fédération québécoise du saumon de l'Atlantique	Faune	X
Isabelle Cyr-Parent	MRC Rocher-Percé	Municipal	X
Mario Bernier	Uniboard Canada Inc.	Forêt, BGA	X
Pierre-Luc Desjardins	Groupement Forestier Baie-des-Chaleurs	Travaux Sylvicoles	X
Denis Duteau	Coopérative Destination Chic-Chocs	Récréotourisme	X

Patrick Gendreau	SEPAQ	Faune	X
------------------	-------	-------	---

Présences du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs :

Daniel Chouinard, ing for, DGFo/ Pierre Desmeules, biologiste DGFo/ Mélanie Gaudette, Ing. forestier UA 11161/ Marc-André Delorme, Ing. forestier UA 11161/ Maude Gagné, ing for, DGFo/ Mathieu Prévost, 112-UG/ Olivier Dechamplain, BMMB/ Jules A. Bélanger, Ing. Forestier UA 112-62 / Félix O’Connor Ing. Forestier DGFo

Interprète : Marriette Benoit (JCInterpretation inc)

¹ À noter que les présences en conférence virtuelle peuvent plus facilement varier durant la rencontre que lors d’une séance en présentielle. Ainsi, les gens indiqués comme présents l’ont été durant un moment lors de la rencontre mais pas nécessairement tout au long de celle-ci.

Point	Discussions	Décision / Recommandation	Responsabilité / Échéancier
1. Ouverture de la rencontre Adoption de l'ordre du jour	<p>Jean-Sébastien Babin ouvre la rencontre à 9h02 et rappelle certaines consignes relatives au bon fonctionnement des rencontres virtuelles ainsi que les consignes reliées à l'interprétation de la rencontre.</p> <p>Jean-Sébastien Babin présente l'ordre du jour.</p> <p>Michel Marin exprime le désir d'avoir plus d'information sur les modifications de la loi à propos des articles entourant les refuges fauniques et les répercussions sur les activités forestières.</p> <p>Pierre Desmeules indique qu'il n'a pas de détails à ce sujet mais qu'il va se garder information à mesure que les détails émanent du MFFP</p> <p>L'ordre du jour est adopté</p>	S. O.	S. O.
2. Lecture, suivi et adoption du CR de la rencontre du 11 mars 2021	<p>Jean -Sébastien effectue un retour sur le compte-rendu en mettant l'emphase sur les suivis.</p> <p>Points de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation sur l'industrie de la motoneige. La présentation de l'industrie de la motoneige sera une fois encore reportée pour laisser de la place aux sujets reportés de la rencontre du 11 mars et aux discussions potentielles durant la rencontre. - Faire suivre la question de François Godin concernant le délai de consultation dirigée au MMS. La question a été transmise et nous attendons la réponse du MMS. - Consulter les membres à propos de la nouvelle mouture de la grille de gestion des écarts. Le document a été envoyé pour consultation. Le sujet sera discuté en avril. - Faire une demande de proposition pour l'information que les membres souhaitent voir apparaître sur les cartes de consultation de la TGIRT. Cette demande auprès des membres sera fait dans les prochaines semaines et les suggestions déjà émises ont été prises en note. - Fournir de l'information au CENG concernant la protection de certains milieux humides non mentionnés dans le RADF. Ce sujet pourra être couvert lors de la présentation sur les milieux humides et leurs protections. - Organiser une(des) présentation(s) sur les milieux humides et leurs protections. Ce sujet sera touché dans la rencontre d'avril. - Envois d'un rappel pour l'émission de questions ou de commentaires à la suite du documentaire d'Enquête sur l'industrie forestière au Québec. - Report de la présentation sur la caractérisation des traverses de cours d'eau. Ce sujet n'a pas été mis à l'horaire de la rencontre de ce jeudi car l'ordre du jour était déjà bien rempli. Il sera présenté lors de la rencontre en avril. 	<p>Reporté à la prochaine rencontre</p> <p>Envoyé une demande de propositions</p> <p>Attendre après la consultation de la nouvelle GGE avant de poursuivre les négociations sur cette demande</p> <p>Planifier une présentation</p> <p>Report de la présentation. À planifier</p>	<p>Michel Desrosiers</p> <p>Jean-Sébastien Babin</p> <p>Jean-Sébastien Babin</p> <p>Jean-Sébastien Babin</p> <p>Jean-Sébastien Babin</p> <p>Jean-Sébastien Babin</p> <p>Jean-Sébastien Babin</p> <p>Jean-Sébastien Babin</p>

	<p>Yves Briand suggère d’intégrer les conversations écrites durant les rencontres au compte-rendu pour rendre un meilleur rendu de la rencontre.</p> <p>Le compte-rendu sera adopté à la suite de la décision prise d’insérer ou non les conversations écrites.</p>	<p>Un appel de proposition sera envoyé aux membres pour leur avis sur la meilleure pratique à adopter sur le sujet</p>	<p>Jean-Sébastien Babin</p>
<p>3. Bilan des VOIC</p>	<p>Pierre Desmeules rappelle aux membres que la présentation illustre une photographie du suivi des ententes que le MFFP a pris avec la TGIRT pour les années 2013 à 2018. À savoir, est-ce que le MMFP a réussi à rencontre les cibles établies. Les débats entourant chacun des VOIC devraient être conduits lors de rencontres spécifiques à leur propos.</p> <p>Maude Gagné nous présente le bilan des VOICs. Cette présentation a été présenté à la dernière rencontre le 11 mars 2021 mais nous n’avions pas eu assez de temps pour faire le tour du sujet.</p> <p>Ici sont présentés les VOIC dont les cibles sont <u>non conformes</u> :</p> <p>Milieus humides d’intérêt (MHI). Causes : imprécisions GPS et certains MHI (28 ha) n’avaient pas été cartographiés au moment des coupes.</p> <p>Claude Isabel : Est-ce que les MHI compris dans le Parc National de la Gaspésie sont inclus dans les calculs et si oui, ne devraient-ils pas exclus puisqu’ils sont déjà protégés?</p> <p>Pierre Desmeules : La décision en 2013 avait été de les inclure dans la contribution vers la cible puisque c’est une question écologique et l’écologie n’a pas de frontière. La décision est en continuité avec l’apport des vieilles forêts du Parc de la Gaspésie qui contribuent à leur cible de VOIC également. Ainsi, les gains écologiques du Parc de la Gaspésie doivent être inclus dans les gains écologiques de la Gaspésie.</p> <p>Claude Isabel : J’ai l’impression qu’on en échappe un bout mais ce pourra être rediscuter lors de la révision des VOIC.</p> <p>Steeve Leblanc : Où sont ces 28 ha de milieux humides coupés et y a-t-il eu suivi à leur propos?</p> <p>Daniel Chouinard : Il y a eu un autre milieu humide sélectionné pour atteindre le 12% de cible mais pas de suivi particulier n’a été fait sur l’état du milieu humide après coupe.</p> <p>Jean-Sébastien Babin : Ce pourrait être une belle occasion d’aller sur le terrain et constater l’état des lieux 8 ans après des travaux de récolte dans un milieu humide.</p>	<p>Monter un projet ou visite terrain sur le sujet</p>	<p>Jean-Sébastien Babin</p>

	<p>Ruisseaux intermittents pour 112-62 et 112-63. Causes : Mauvaise interprétation de la détermination du 20 m ou des déchets de coupe dans le 20m mais sans passage de machinerie.</p> <p>Des recommandations d’amélioration seront émises pour donner suite à l’analyse de la situation.</p> <p>Steeve Leblanc : Je ne suis pas convaincu qu’avoir des déchets en amont des ruisseaux intermittents représente une problématique.</p> <p>Infrastructures conformes. Causes : Inconnu. Des analyses sur l’ensemble des cas sont en cours afin d’émettre des recommandations d’amélioration.</p> <p>Marc-Antoine Allard : J’aimerais savoir comment est calculé le 96% de conformité.</p> <p>Daniel Chouinard : Il y a une validation de la conformité par échantillonnage par l’équipe au MFFP. Les fiches de signalement sont émises lors de ce processus.</p> <p>Marc-André Delorme : On prend en note ta demande et on te revient avec comment le calcul est fait précisément.</p> <p>Steeve Leblanc : Les chemins dont on parle sont ceux qui sont en réparations, réfection ou amélioration, pas une conformité de tous les chemins de la Gaspésie.</p> <p>Marc-Antoine Allard : Est-ce que l’on parle aussi des chemins utilisés par l’industrie?</p> <p>François Godin : Le RADF (art. 97) dit que les traverses de cours d’eau qui laisser libre passage de l’eau non pas à être touchés lors de l’usage des chemins par l’industrie, qu’ils soient conformes ou pas.</p> <p>Marc-Antoine Allard : Donc, l’industrie peut faire du transport de bois dans des chemins où les ponceaux déversent des sédiments dans les cours d’eau tant que l’eau puisse couler.</p> <p>Daniel Villeneuve : Le volet d’entretien de chemin est nouveau et ne s’appliquait pas avec le RNI. Le RADF fait en sorte que l’entretien des chemins doit être plus suivi. On (MFFP) considère que l’industrie fait du bon travail dans les cas de chemins en réfection, amélioration ou construction. Au niveau de l’entretien qui concerne les vieux chemins, c’est une problématique à laquelle nous devons nous attaquer. Il faudra former le personnel en conséquence ou autres solutions.</p> <p>Steeve Leblanc : En théorie, selon le RADF, l’entretien des chemins est la responsabilité de tous utilisateurs.</p> <p>Marc-Antoine Allard : La personne qui va à la pêche à la truite comparé à l’industriel qui passe avec des camions chargés jusqu’à 110 tonnes. Il y a une différence. Il faudrait trouver une méthode pour que chacun paie sa juste part.</p> <p>François Godin : Selon l’article de loi, le grand public n’est pas tenu de faire l’entretien des chemins, seulement ceux qui les exploitent (ZEC, pourvoies, industriels forestiers).</p>		<p>Fournir la méthode de calcul du pourcentage de la cible. Présenter le sujet en TGIRT.</p>	<p>Marc-André Delorme</p>
--	--	--	--	---------------------------

	<p>Yves Briand : Pourquoi ne touche-t-on pas aux indicateurs “compaction du sol” et “aire équivalente de coupe (AEC)” pour ce VOIC?</p> <p>Pierre Desmeules : Car ce sont des indicateurs présentés systématiquement à toutes les mises-à-jour du PAFIO et pas de façon quinquennale comme c’est le cas en ce moment.</p> <p>Yves Briand : Ça me paraît pertinent de le présenter quand même ou à tout le moins de le savoir. J’aimerais qu’on me fasse parvenir l’information.</p> <p>Marc-André Delorme : Est-ce que tu veux le réaliser ou ce qui est planifié?</p> <p>Yves Briand : Les deux.</p> <p>Daniel Chouinard : Je peux vous expliquer la méthode pour le calculer car je ne vois pas la pertinence d’analyser les AEC réels à chaque année. Lorsque l’on fait l’annuel avec le PAFIO, on met à jour la cartographie avec les vieux rapports on rajoute notre planification et on sort le portrait. Le portrait de l’année en cours comprend toujours le portrait de l’année antérieur. Mais de faire le rapport annuel, on ne l’a juste jamais fait.</p> <p>Pierre Desmeules : On l’a fait quelques fois pour démontrer qu’on était bien en deçà de ce qui est planifié ou ciblé.</p> <p>Yves Briand : Avoir les données réelles annuelles peut nous permettre de faire des liens avec d’autres phénomènes et pas seulement de vérifier si on dépasse ou non le seuil de 50%.</p> <p>Mélanie Gaudette : Nous avons les chiffres pour le bilan des valeurs réelles en 2017 et nous pourrions les fournir.</p> <p>Rétention de legs biologique pour les coupes totales (112-63). Causes : Certaines coupes avec bouquets ont été renoncés et cela à fait diminuer le pourcentage. L’indicateur est suivi de près et sera corrigé dans les prochaine planifications.</p> <p>Reboisement en essences exotiques (conforme). Alain Poitras : Les essences exotiques seront-elles essayées sur les terres privées avant les terres publiques.</p> <p>Daniel Chouinard : Avant 2013 on plantait de l’épinette de Norvège mais plus maintenant, sur les terres publiques. Il peut s’en planter sur les terres privées en revanche. Pour ce qui est des terres publiques, l’objectif est maintenant de 0%.</p>	Faire un suivi auprès de Daniel Chouinard pour faire sortir les AEC annuelles	Jean-Sébastien Babin
--	---	---	----------------------

	<p>Superficies traitées en EPC/Nettoisement avec modalités fauniques (superficies). Causes : Non-mentionnées. Il y a une amélioration continue avec la mise ne place des mesures supplémentaires. Aucune action supplémentaire ne sera déployée lorsque l’on atteint 90% bien que la cible soit 100%. À discuter lors de la révision du VOIC.</p> <p>Superficies traitées en EPC/Nettoisement avec modalités fauniques (blocs). Causes : Application de l’analyse à une échelle non adéquate donne un résultat erroné.</p> <p>Remi Lesmerise : Certains chantiers sont en dessous de 10% et certains autres sont bien au-dessus de 10% mais en effectuant la moyenne on n’atteint pas la cible, c’est bien ça?</p> <p>Marc-André Delorme : L’erreur faite à été niveau de la notion de chantier. Pour déterminer le chantier en question, il faut mettre une zone tampon autour de chaque polygone de coupe et tout ce qui se touche devient un chantier. Le 10% de protégé est à l’intérieur de ce chantier. Cependant, l’erreur qui a été faite est que les polygones de coupe n’ont pas été agglomérés mais pris séparément comme des chantiers individuels pour l’application de la zone tampon et du 10% de protection. Plusieurs de petits chantiers ainsi créés, n’avaient pas le 10%.</p> <p>Recouvrement des tiges feuillus après EPC/nettoisement. Ce VOIC est présenté comme un état de situation au lieu d’un bilan et démontre que la cible n’est pas atteinte. Des modalités ont été ajoutées afin de rencontrer les cibles dans l’avenir.</p> <p>Daniel Chouinard : J’aimerais expliquer on est graduel dans ce dossier. C’est simplement que lorsque l’on travaille dans les modalités, on impact la chaîne de commandement des gens qui travaillent sur le terrain. Alors pour réduire l’impact négatif que nos interventions peuvent avoir, on s’assure de la pertinence des changements qu’on leur exige d’effectuer.</p>		
4. Stratégie de production de bois	<p>Félix O’Connor illustre l’importance de l’industrie du bois dans la province de Québec et pour la région de la Gaspésie.</p> <p>Yves Briand : Est-ce que les emplois au ministère sont inclus dans les statistiques d’emploi régionaux et est-ce que l’argent investi par le ministère pour la planification forestière est inclus dans les statistiques de retombées financières.</p> <p>Félix O’Connor : Non pour les emplois. Pour ce qui est des investissements, je ne connais ce genre de détails, mais je peux fouiller et vous revenir avec une réponse promptement.</p> <p>Félix O’Connor met en relation la Stratégie nationale de production de bois et la Stratégie d’aménagement durable des forêts (SADF) dans une perspective de relance économique.</p> <p>Rémi Lesmerises : Le succès des mesures sylvicoles dans le passé ne se traduit pas systématiquement en des augmentations de volume de bois sur les parterres de coupe. Alors de voir qu’il est projeté de doubler le volume de bois récolté en 60 ans suite à une augmentation des activités sylvicoles ne semble pas concorder avec ce que l’on</p>	<p>Fournir plus de détails sur les retombées économiques.</p>	<p>Félix O’Connor</p>

	<p>observe. Je doute que les pratiques sylvicoles soient aussi efficaces que cela. Est-ce que vous avez des informations à ce sujet que l’on n’a pas car j’ai un gros malaise avec ça?</p> <p>Félix O’Connor : Les cibles n’ont pas été totalement déterminé par le MFFP. L’avis vient du forestier en chef en 2020 et affirme qu’en suivant les pratiques actuelles, les volumes présentés ici sont atteignables. Je ne peux pas vous dire moi-même l’efficacité des pratiques sylvicoles mais l’autorité dans le domaine, le forestier en chef, a publié un avis dans ce sens. Pour ce qui est de la région, les cibles régionales ne sont pas encore fixées.</p> <p>Rémi Lesmerises : Je reviendrai plus tard par courriel avec un complément d’information sur lequel mon commentaire est basé.</p> <p>Steeve Leblanc : Je peux vous dire que ce que Rémi affirme est une vérité à l’échelle de la province mais pas à l’échelle de la Gaspésie. Les investissements en sylviculture par le passé ont démontré leur efficacité. Notre territoire est fertile. Sur le territoire public en Gaspésie on est à un taux de croissance annuel moyen de 1 mètre cube comparé à 3.5 au Nouveau Brunswick ou 4 dans les pays scandinaves pour un investissement similaire au nôtre.</p> <p>Daniel Chouinard : Il faut comprendre que l’augmentation présenté est sur le volume de bois récolté et non sur celui produit. Tout le bois récoltable n’est pas récolté annuellement et les nouvelles cibles se base aussi en partie sur le fait d’aller récolter tout le bois récoltable et non de produire du nouveau bois. Donc, on n’a pas besoin de doubler la production de bois pour atteindre nos objectifs. Nos rendements atteignent le double du rendement naturel pour certaines espèces. Il ne faut pas oublier que les courbes de rendement du forestier en chef sont basées sur la science et les suivis de rendement de nos régions.</p> <p>Michel Marin : Le rapport de la vérificatrice en chef démontre que 50% des plantations en forêt publique avaient perdu leurs attributs de plantation. Donc, si c’est le cas, je me questionne sur le rendement de ces plantations dans la stratégie d’augmentation des volumes de récolte. Comment ce fait entre dans l’analyse d’augmentation des volumes de bois? Il est qu’en forêt privé on a de meilleurs rendements qu’en forêt publique en termes de productivité. Pourtant, on ne voit pas dans la stratégie une orientation pour s’approvisionner en forêt privé.</p> <p>Félix O’Connor : Vous avez raison pour ce qui est des pertes de rendement. La grosse partie de la stratégie pour l’augmentation des volumes n’est pas une augmentation de production pour une plus grande mobilisation des bois actuellement disponibles. Pour ce qui est des cibles à venir, nous devons travailler afin de les atteindre. Si on devait voir qu’elles ne sont pas accessibles à la suite des interventions dans le futur, elles peuvent être appelées à changer.</p> <p>Michel Marin : La stratégie de production forestière doit être solide. Lorsque l’on regarde les rendements des certains autres territoires près du nôtre, ils sont beaucoup plus grands. Cependant, ils investissent énormément dans les travaux sylvicoles. Mais dans les dernières années, tant au niveau de la nature ou de l’ampleur des investissements, je ne suis pas sûr que l’on suive un profil qui va permettre d’augmenter la productivité forestière. J’ai de très gros questionnements sur les chiffres présentés aujourd’hui en ce sens que les investissements en travaux sylvicoles ne suivent pas.</p>	Fournir un complément d’information	Rémi Lesmerises
--	--	-------------------------------------	-----------------

	<p>Daniel Chouinard : Je trouve le discours des membres très pessimistes. Il faut se donner des objectifs et des cibles de production puis prendre les moyens pour les atteindre. L'idée c'est de mettre en place un projet et par la suite de se donner les moyens pour le mettre en œuvre et atteindre nos objectifs. Je ne crois pas que la TGIRT est l'endroit pour entrer dans des débats d'ordre technique pour la sélection des méthodes pour atteindre nos cibles de récolte.</p> <p>Michel Marin : Je suis le premier à vouloir pousser l'aménagement afin d'augmenter la production. Je suis 100% d'accord avec le fait d'avoir des cibles ambitieuses.</p> <p>Daniel Chouinard : On pourra rediscuter des détails techniques de méthodes pour le succès de la production de bois. Mais ce que l'on présente aujourd'hui est la partie provinciale de la stratégie pour que l'on puisse s'aligner régionalement en comité technique.</p> <p>Yves Briand : Je vois que la courbe d'augmentation du PIB suit de près la courbe d'augmentation du volume de bois récolté. Je me questionne s'il y a une stratégie d'augmenter le PIB du secteur par la deuxième et troisième transformation du bois plutôt que de tout miser sur la récolte.</p> <p>Félix O'Connor : chaque région aura une latitude afin d'adopter les mesures nécessaires pour contribuer aux cibles nationales. Ce n'est pas la seule avenue que l'on envisage pour la région.</p> <p>Pierre Desmeules : Voici le lien vers la stratégie de production de bois : https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/transformation-du-bois/strategie-2018-2023/.</p> <p>Steeve Leblanc : On a souffert de sous-investissements en ce qui à trait aux travaux sylvicoles. On voit les effets de ce fait. Maintenant, on nous présente des cibles et il faut, politiquement, aller chercher les argents afin de pouvoir atteindre ces cibles. Il faut garder en tête que si on peut augmenter les travaux sylvicoles, on fait plus avec moins de territoire et les bénéfices écologiques sont énormes. On parle de moins de routes, de moins de superficie récoltée. Tout ça a le potentiel de répondre à un grand nombre de préoccupations régionales.</p> <p>Pierre-Luc Desjardins : Je ne suis pas d'accord avec Daniel Chouinard qui propose que les méthodes adoptées afin d'atteindre les cibles soient discutées en comité technique. Il faut que ce soit discuté au sein de la TGIRT pour que les acteurs régionaux appuient cette démarche. C'est clair et net que l'on a un problème avec les décisions qui sont prises afin d'atteindre nos cibles de productivité. Il serait probablement de mise de former un comité au sein de la TGIRT pour en discuter.</p> <p>Pierre Desmeules : Ce comité de travail existe déjà. Les domaines de la faune, de l'industrie et des travaux sylvicoles sont représentés. Si la représentativité existante du comité est à revoir, elle se sera, mais le comité existe.</p> <p>Félix O'Connor : Les gens présents sur le comité de travail sont principalement des gens de la TGIRT. Nous avons relancé les travaux en février dernier et la prochaine rencontre devrait se tenir autour du 20 avril. On pourra faire un suivi sur le sujet de la représentativité à la suite de la rencontre.</p>		
		Revoir la représentativité du comité sur la stratégie de production de bois.	Félix O'Connor

	<p>Rémi Lesmerises : Le principe de triade a été pensé pour conserver 30% du territoire non touché, 30% en exploitation standard et 30% en exploitation intensive. Mais on n’arrivera pas à doubler la production de bois en faisant ça. On est loin des cibles présentées et on est également très loin du 30% du territoire protégé. Ce que je vois c’est qu’il y aura plus de plantation avec pas nécessairement plus de protection et ce qui restera pour combler le manque sera de l’exploitation standard. D’autre part, lorsque l’on donne en exemple les forêts scandinaves exploitées intensivement, ce sont des déserts de biodiversité. Bref, je trouve les cibles présentées trop ambitieuses et je ne crois pas qu’on les atteindra en appliquant le principe de la triade.</p> <p>Félix O’Connor : Je ne suis pas sûr que l’on atteindra les proportions de la triade. Pour ce qui est des cibles régionales, elles ne sont pas fixées. Il y a déjà des régions qui ont mentionné vouloir contribuer au volume de récolte provincial total plus que d’autres, laissant ainsi de la place à d’autres régions de contribuer moins. Je vous invite à toucher le sujet des cibles régionales dans une autres rencontre, lorsque l’on en saura davantage.</p> <p>Mario Skelling : De ce que je comprends, on ne parle pas de doubler la capacité forestière mais bien de doubler la récolte. On parle alors de se donner les moyens de récolter plus de bois par rapport à la capacité forestière. En forêt privée, on n’atteint pas les niveaux de la capacité forestière. Donc, arrêtons de dire que l’on veut doubler la production de bois en forêt.</p> <p>Yves Briand : Je crois que l’on devra revoir sérieusement se qui est proposé par rapport à l’incidence sur nos indicateurs VOIC.</p> <p>Michel Marin : la forêt privée contribue déjà considérablement à la production de bois considérant les prix qui lui sont offerts pour produire son bois. En 2021, on a des prix offerts qui sont inférieur aux prix de 1997 et c’est sans parler des produits que l’on ne peut plus produire. Si on n’adresse pas cette problématique, il restera encore dans l’avenir des bois non récolté en forêt privée.</p> <p>Félix O’Connor : Cet élément est intéressant et pourra certainement faire partie des discussions pour élaborer la stratégie régionale.</p> <p>Yves Briand : Est-ce qu’il est envisagé d’aller récolter dans les tourbières boisées pour rencontrer les objectifs de récolte?</p> <p>Daniel Chouinard : Les milieux humides non protégés par le cadre réglementaire font partie de la possibilité forestière donc oui.</p> <p>Rémi Lesmerises : Est-ce que vous pourriez me donner des exemples de peuplements à fortes contraintes ou sans preneurs?</p> <p>Pierre Desmeules : Ça peut être des volumes de résineux enclavés dans des volumes de feuillus.</p>		
--	---	--	--

	<p>Daniel Chouinard : Ce sont aussi les essences moins intéressantes comme les feuillus durs de mauvaise qualité ou les zones où les peuplements matures sont très dispersés. Dans d'autres régions, les milieux humides peuvent représenter de gros volumes non récoltés mais ici en Gaspésie c'est très mineur.</p> <p>Rémi Lesmerises : Quelle est donc la plus-value d'aller récolter ces peuplements qui ne sont pas payants pour l'industrie?</p> <p>Félix O'Connor : Il y a des analyses de rentabilité économique réalisées par le BMMB avant de mettre ces programmes en œuvre et ces programmes doivent se justifier à ce niveau. Ainsi, les programmes d'aide à la récolte sont payants.</p> <p>Daniel Chouinard : Un bon exemple est les peuplements de feuillus de mauvaise qualité. Ils sont originaires d'une récolte des années 50 qui n'a pas été régénérer. Cependant, si une essence adéquate avait été plantée à cet endroit, il pourrait y avoir une belle croissance et de bons rendements.</p> <p>Pierre-Luc Desjardins : Il sera important, concernant le choix de ces cibles, qu'il y ait une équité avec la forêt privée. Je pense entre autres au programme de transport qui n'existe pas pour la forêt privée et qui nous met dans une position de non-concurrence face à l'état.</p> <p>Yves Briand : De ce que je comprends, on va inciter les industriels à récolter des essences qui ne les intéressaient pas au départ et à diversifier leurs produits afin qu'ils utilisent ces essences.</p> <p>Daniel Chouinard : Oui, mais il y a des nuances. Comme les feuillus par exemple, qui ne sont pas totalement inintéressants, ont des coûts de récolte importants pour plein de raisons qui les rendent non rentables. Par contre, si ces peuplements sont récoltés en même temps que des peuplements résineux enclavés dans le même secteur, ils deviennent rentables. Donc, il y a là un véritable gain à long terme à remettre ces secteurs en production.</p> <p>Yves Briand : J'ai quand même l'impression qu'au lieu de diversifier les produits de la forêt on essaie de fournir à l'industrie des peuplements qui ne sont pas intéressants pour elle. Je trouve ça "monopolistique" comme stratégie.</p> <p>Félix O'Connor : Il est vrai que nous devons faire preuve de souplesse et d'agilité pour atteindre les cibles à moyen-long terme.</p> <p>Steeve Leblanc : Pour répondre au questionnement de savoir si ça vaut vraiment la peine d'aller chercher ce mètre cube supplémentaire, d'après une étude qui a été faite il y a un an ou deux, au Québec l'industrie forestière permet à l'état de récolter des revenus fiscaux de l'ordre d'environ 5 milliards de dollars, donc 150 à 160\$ du mètre cube. Donc, quand on parle des programmes d'aide au transport des bois par exemple, on parle de programmes qui oscillent entre 2\$ et 7\$ du mètre cube en aide. Alors, l'avantage fiscal est évident.</p> <p>Charles-Philippe Laflamme : Je crois que ce qu'il faut retenir est que la forêt québécoise a tellement plus de potentiel que ce qu'elle nous donne présentement. C'est une occasion de faire mieux et plus, tant au niveau de la protection de l'environnement ou des changements climatiques. La solution que l'on va trouver, on la fera ensemble. Soit à</p>		
--	--	--	--

	<p>travers la TGIRT ou un autre mécanisme, on doit le faire ensemble pour le bénéfice de tout le monde. En tout cas moi j’y crois. On peut produire plus de bois tout en protégeant mieux l’environnement et en combattant mieux les changements climatiques.</p> <p>Rémi Lesmerises : Plusieurs études pointent vers des effets négatifs des changements climatiques sur la production de bois. Il semble inquiétant de faire des stratégies jusqu’en 2050 lorsque l’on ne saura pas où l’on en sera en 2030.</p> <p>Félix O’Connor : La Gaspésie est une région pilote sur les travaux sur l’adaptation aux changements climatiques. Alors on se garde au fait sur les dernières analyses. On va surement intégrer les dernières analyses sur le sujet lorsqu’elles seront faites.</p> <p>Daniel Chouinard : Il serait préférable de prévoir des rencontres sur le sujet à la TGIRT.</p> <p>Yves Briand : On a enfeuillé nos forêts avec nos pratiques d’exploitation forestière alors il ne faut pas mettre toute la faute sur les changements climatiques.</p> <p>Rémi Lesmerises : J’aimerais pointer le fait que les changements climatiques n’ont pas seulement des effets sur les volumes de bois en forêt mais aussi sur les débits des rivières et autres dynamiques. Alors il faudra inclure tout ça dans nos prévisions et notre gestion future. Il faut également faire en sorte que tous les intervenants contribuent à la solution.</p>		
5. Discussion sur le documentaire d’Enquête sur	<p>Jean-Sébastien partage les commentaires reçus concernant le reportage d’Enquête.</p> <p>1. Je me demande comment se passe le mesurage du bois en Gaspésie et s’il y a des fonctionnaires qui inspectent les déclarations de mesurage.</p>		

l'industrie forestière au Québec	<p>2. Malgré une apparence de conflit d'intérêt dans le mesurage des bois, je crois que le Ministère fait un bon control du mesurage et j'ai confiance en l'intégrité des mesureurs de bois de la région. En revanche, concernant la vision industrielle du MFFP et la centralisation des décisions, il est clair qu'il y a un problème. Les régions devraient pouvoir choisir ce qu'elles veulent faire de leurs forêts. Une décentralisation est plus que nécessaire et permettrait de mettre fin au travail en silo.</p> <p>Daniel Villeneuve : On pourrait faire une présentation sur le processus de mesurage à la prochaine TGIRT.</p>	Mettre à l'ordre du jour à une prochaine rencontre le processus de mesurage du bois.	Jean-Sébastien Babin
6. Fin de la rencontre	12h		

Préparé par Jean-Sébastien Babin
Le 20 avril 2021